

LES INTELLECTUELS ESPAGNOLS EXILÉS DANS L'ARGENTINE PERONISTE

Laurent Bonardi

Université de Provence, France. E-mail: lbonardi@club-internet.fr

Recibido: 16 Julio 2004 / Revisado: 14 Agosto 2004 / Aceptado: 16 Septiembre 2004 / Publicado: 15 Octubre 2004

Resumen: Le gouvernement argentin du général Peron se révèle être un véritable gilet de sauvetage pour la dictature espagnole. Cette politique de coopération provoque une vive opposition en Argentine. Ce travail propose une analyse des réactions des intellectuels espagnols exilés en Argentine. Nous verrons de quelle manière les intellectuels espagnols luttent contre la dictature franquiste durant l'idylle hispano-argentin et nous analyserons le "modus operandi" adopté par le gouvernement péroniste pour faire obstacle aux activités antifranquistes des exilés.

Palabras Clave: Argentina, España, exiliados, exilio, intelectuales, Perón, peronismo.

INTRODUCTION

Durant la deuxième Guerre Mondiale, l'Espagne franquiste adopte une position de pseudo-neutralité favorable aux puissances de l'Axe. La guerre terminée, cette attitude lui vaut d'être isolée sur le plan international et soumise à un boycott diplomatique décrété par les Nations Unies. De plus, l'Espagne traverse une grave crise économique et le spectre de la famine se profile sur la Péninsule.

De l'autre côté de l'Atlantique, en Argentine, le Général Juan Domingo Perón remporte les élections présidentielles de février 1946. Très vite, il va entreprendre un programme de coopération politique, économique et culturelle avec le régime franquiste. Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner les réactions des intellectuels espagnols ayant choisi l'Argentine pour terre d'asile.

L'exil et la production littéraire des intellectuels espagnols en Argentine sont des phénomènes

connus et analysés dans de nombreux ouvrages. L'objectif de ce chapitre n'est pas de proposer une énième histoire de l'exil mais de voir dans quelle mesure les intellectuels exilés jouent un rôle dans la lutte antifranquiste entre 1946 et 1955.

Après avoir brièvement rappelé les raisons motivant le choix de l'Argentine comme terre d'asile, nous nous interrogerons sur les voies choisies par les intellectuels pour dénoncer le franquisme. Comment se traduit cet antifranquisme? Quels sont les supports d'expressions utilisés? Les exilés peuvent-ils s'exprimer librement dans une Argentine venant au secours de l'Espagne franquiste?

1. LE CHOIX DE L'ARGENTINE

Avant d'étudier les activités antifranquistes des intellectuels exilés, il convient de s'interroger sur les raisons qui les ont conduit à choisir l'Argentine comme terre d'asile.

Ce choix s'explique notamment par les liens qui relient les milieux intellectuels espagnols et argentins. Ces liens sont déjà très étroits à la fin du XIX et se traduisent par la collaboration d'intellectuels espagnols dans les grands journaux argentins. Ainsi José Ortega y Munilla publie à partir de 1885 des critiques littéraires dans *La Nación*¹. D'autres grandes signatures comme Unamuno, Rafael Altamira, Luis Araquistain ou Salvador de Madariaga apparaîtront dans les pages du quotidien. Quant à *La Prensa*, elle comptera parmi ses collaborateurs réguliers Azorín, Ramiro de Maeztu et Ramón Pérez de Ayala. Les intellectuels espagnols complètent cette présence « écrite » par une présence physique à travers leurs visites en Argentine². Ces visites s'intensifient à partir de 1912, année de la

création de l'Institution Culturelle espagnole. En 1916, ledit organisme invite pour la première fois José Ortega y Gasset. Séduits par les conférences qu'il donne, de nombreux intellectuels argentins établissent des contacts étroits avec le jeune philosophe. Sa seconde visite se produit en 1928, époque à laquelle Ortega est devenu un philosophe de renom, tant en Espagne qu'en Amérique Latine. A la fin de la Guerre Civile, il s'installe en Argentine où il résidera jusqu'en 1942. Dans un article de bienvenue, Victoria Ocampo écrit: "Ortega y Gasset no está aquí de visita, entre extraños. Está en su casa, entre amigos".

Ortega renforcera les liens entre les intellectuels espagnols et argentins et exercera une grande influence sur ces derniers.

Autre facteur déterminant dans le choix des intellectuels exilés, l'Argentine a vu éclore pendant la Guerre Civile des maisons d'édition telles que Losada, Sudamericana et Emecé. Le plus souvent fondées par des espagnols, ces maisons d'édition garantissent aux exilés une large diffusion de leurs futurs ouvrages et une source de revenus.

Bien que la législation argentine constitue un obstacle à l'immigration, Angel Ossorio y Gallardo, ambassadeur de la République espagnole depuis juin 1938, met tout en œuvre pour permettre l'entrée de ses compatriotes sur le sol argentin³. Progressivement, le pays du Rio de La Plata accueille Luis Jiménez de Asúa (juriste), Claudio Sánchez Albornoz (historien), Lorenzo Luzuriaga (spécialiste de l'éducation), Francisco Ayala (sociologue), Rafael Alberti, Ramón Pérez de Ayala, Ricardo Baeza, María Teresa León (écrivains et poètes), Alejandro Casona, Jacinto Grau (dramaturges), Alfonso Castelao, Luis Seoane (artistes) et d'autres.

On peut diviser les intellectuels exilés en deux groupes principaux. Tout d'abord, ceux qui souhaitent continuer à lutter contre le franquisme. Ils mettent leur esprit d'analyse et leur plume au service de la lutte antifranquiste. Leur objectif premier est de mobiliser l'opinion publique. Ils se regroupent au sein de la « Asociación de Intelectuales Demócratas Españoles », créée fin 1946 et présidée par Claudio Sánchez Albornoz. La création de l'association fait aussitôt l'objet d'un rapport de l'Ambassade d'Espagne qui la considère comme un dangereux regroupement d'intellectuels

rouges⁴. L'intitulé du rapport est d'ailleurs « Actividades de los rojos en la Argentina ».

Le deuxième groupe, numériquement moins important, est formé par ceux qui ne croient pas que la mobilisation de l'opinion publique puisse être une arme efficace pour faire tomber le régime de Franco. De plus, ces intellectuels pensent que leur condition d'exilés ne leur permet pas de porter un jugement sur la politique de leur pays d'asile. Durant les années 1946-1950, les relations hispano-argentines transforment toute attaque du franquisme en une critique contre Perón et donc ce groupe d'intellectuels n'écrit aucune ligne sur le régime franquiste. C'est notamment le cas de Ramón Gómez de la Serna.

Les exilés s'intègrent rapidement dans les cercles intellectuels argentins comme ceux de Sur ou *La Nación*. Ils sont ainsi en contact avec Victoria Ocampo, Jorge Luis Borges, Amado Alonso, installé à Buenos Aires avant la Guerre Civile). C'est ce qui fait dire à Francisco Ayala qu'il s'agit de « un exilio suave y benigno »⁵.

De longues *tertulias* sont également organisées chez des particuliers, le plus souvent le dimanche. Francisco Ayala se souvient :

"Las reuniones en casa de Victoria Ocampo eran por supuesto un punto de encuentro estimulante [...] Otras casas brindaban acogida cordial a los escritores que nos habíamos incorporado a la vida argentina. Yo frecuentaba bastante la del matrimonio formado por Adolfo Bioy Casares y Silvina Ocampo"⁶

Les hôtes les plus réguliers sont Rafael Alberti et sa femme, María Teresa León. Ils font de leur appartement situé dans le quartier de Castelar un lieu de rencontre et de débat incontournable pour les exilés. Le régime franquiste est au centre des conversations et les débats sont alimentés par les informations en provenance d'Espagne. En effet, les étroites relations hispano-argentines facilitent la diffusion d'informations grâce, par exemple, à l'apparition d'*ABC* et de *Mundo Hispánico* dans les kiosques de la capitale argentine en janvier 1947. Ces journaux de tendance franquiste permettent aux exilés de se rendre compte de la propagande du régime et d'en débattre. Ils disposent aussi d'informations publiées dans les journaux de la communauté espagnole tels que *España Republicana*. Pour contrer les articles d'*ABC*, *España Republicana* lance une nouvelle

rubrique intitulée 'Noticias de España'. Le journal y publie des informations concernant les grèves, les arrestations et les exécutions⁷. Les intellectuels réfléchissent aussi aux différents moyens de contribuer à la chute du franquisme et, pour ce faire, élaborent des projets d'articles, de manifestes, de lettres à des organismes internationaux⁸.

La présence des exilés dans ces tertulias dynamise la mobilisation antifranquiste des intellectuels argentins. Autre conséquence, les exilés profitent du réseau d'influence des intellectuels argentins pour lutter contre le franquisme. Ainsi, en juin 1947, Victoria Ocampo invite Lorenzo de Luzuriaga à une réception donnée en l'honneur de Julian Huxley, président de l'UNESCO et ami de la directrice de Sur. Ce sera l'occasion pour Lorenzo Luzuriaga de dénoncer auprès du plus haut représentant de l'UNESCO le génocide culturel mené par le régime franquiste.

En marge des 'tertulias' hispano-argentines, les exilés organisent leurs propres débats. Durant la décennie péroniste, des cafés de l'Avenue de Mai (le 'Globo', 'Alba', etc.) accueillent les 'tertulias' des républicains. Le plus célèbre est sans doute le café Iberia où les intellectuels prennent l'habitude de se retrouver après le théâtre pour organiser des 'tertulias' dont le thème central n'est autre que le franquisme⁹. Ils s'y retrouvent aussi pour écouter et commenter l'émission radiophonique de leur compatriote, María Teresa León¹⁰. Lors de ladite émission, María Teresa León récite des poèmes Rafael Alberti, son compagnon, ou de Federico García Lorca et évoque la situation en Espagne. Il s'agit d'espaces réservés et il est très rare que des intellectuels argentins puissent participer aux débats.

Les intellectuels exilés organisent aussi des conférences et manifestations ouvertes à un large public. En juin 1947, ils préparent une manifestation culturelle intitulée « La poesía al servicio de la verdad »¹¹. Ils prévoient l'intervention de participants espagnols comme Alejandro Casona, Rafael Alberti, Felipe León mais aussi étrangers comme Nicolas Guillen et Pablo Neruda. L'événement culturel est prévu le 28 juillet 1947 dans les locaux de la Federación de Sociedades Gallegas. Pressentant une possible dérive politique d'un tel rassemblement, les services de l'Ambassade espagnole demandent aux autorités argentines d'en interdire la réalisation. Dans un premier temps,

le Ministère de l'Intérieur argentin accède à la demande de la représentation diplomatique. Mais grâce à leurs appuis (principalement de prestigieux intellectuels argentins), les exilés parviennent à obtenir l'autorisation pour la date prévue, à la condition expresse que les thèmes politiques ne soient pas abordés. Malgré cette restriction, les craintes de l'ambassade espagnole vont se confirmer. Après avoir lu « Las coplas del Gran Conserje Pedro », León Felipe lance le débat sur la dictature franquiste en proclamant : "Yo hablo contra las dictaduras allí donde esté, aunque en ellas me encuentre".

Avec cette phrase, Felipe évoque non seulement le caractère dictatorial du régime franquiste mais aussi celui du régime péroniste. Selon le rapport de l'Ambassade d'Espagne, l'intervention de Pablo Neruda le poing levé, viendra confirmer que, sous un prétexte artistique, le véritable objectif de cette réunion n'était autre que politique. Pour l'Ambassadeur Areilza, il s'agit donc d'une nouvelle attaque des « exilés rouges » contre le gouvernement espagnol.

2. LES SUPPORTS D'EXPRESSION DE L'ANTIFRANQUISME

Les intellectuels espagnols exilés en Argentine bénéficient depuis 1939 de nombreux supports et infrastructures pour exprimer leur antifranquisme. Les journaux, les revues, les maisons d'édition et les 'Ateneos' constituent autant de moyens pour dénoncer le régime du Caudillo. On peut toutefois se demander si, malgré les étroites relations hispano-argentines, les exilés pourront continuer à s'exprimer librement pendant la période péroniste.

En ce qui concerne la presse, la politique d'« épuration » mise en place par Perón au sein des journaux de la 'Cadena Oficial' réduit considérablement l'espace d'expression des intellectuels espagnols. La signature de Clemente Ciorra disparaît des pages de *Crítica*, celle de Luis Soler de *La Razón* et celle de José Venegas de *Noticias Gráficas*. Seuls *La Nación* et *La Prensa* continuent à offrir un espace de liberté aux exilés.

La Nación, journal indépendant et porte drapeau de l'antifranquisme depuis la fin de la Guerre Civile, confirme son statut de tribune de la pensée républicaine. Francisco Ayala peut ainsi publier dans les années 1940 et 1950 des analyses sur la politique espagnole clairement antifranquistes¹². Dans ses articles sur les arts, il

condamne avec la même vigueur un régime qui, selon lui, anéantit la création artistique espagnole¹³. Lorenzo Luzuriaga, spécialiste de la pédagogie et de l'éducation, thèmes de la plupart de ses articles, dénonce la politique éducative franquiste¹⁴. Notons qu'il ne publie aucun commentaire sur la situation en Espagne entre avril et octobre 1946, période à laquelle il essaie de faire libérer son fils, Jorge Luzuriaga, détenu dans une prison espagnole¹⁵. Un des rares exilés à ne pas publier d'articles et de déclarations antifranquistes est Ramón Gómez de la Serna. Il se cantonne à l'écriture d'essais et de nouvelles et ne propose aucune réflexion sur la situation en Espagne. En 1949, il entreprend un voyage dans son pays d'origine et fait des déclarations favorables au régime franquiste. Repris par les journaux *Arriba* et *Ya*, de tels propos mettront un terme à sa collaboration dans *La Nación*¹⁶.

La Prensa compte, entre 1946 et 1951, de nombreux exilés parmi ses collaborateurs. Soulignons la présence de Ramón Pérez de Ayala qui, dans des articles sur la méthode historique et scientifique, dénonce la politique culturelle du régime franquiste. Installée en Argentine depuis 1937, María de Maeztu publie des articles dans *La Prensa*, dont une série en 1949 qui porte sur l'éducation et les femmes. Pour illustrer la conscience politique des femmes, María de Maeztu prend l'exemple de l'engagement des espagnoles pendant la Guerre Civile et de leur participation à la résistance depuis la victoire de Franco. Mentionnons aussi la signature régulière de Francisco Madrid. Dans ses articles sur le cinéma, il fait souvent référence à la censure exercée dans les salles espagnoles. En octobre 1948, la signature de l'accord hispano-argentin sur l'échange d'œuvres cinématographiques est une occasion pour Francisco Madrid de rappeler cette censure. Mais en 1951, *La Prensa* rejoint les rangs de la 'Cadena Oficial' et les intellectuels antifranquistes perdent une prestigieuse tribune.

Les exilés peuvent également exprimer leur antifranquisme dans les pages de *Pueblo Español*. Dirigé par Lorenzo Varela, ce journal compte parmi ses collaborateurs Rafael Alberti, María Teresa León, Luis Seoane et Jacinto Grau. Le quotidien accueille les intellectuels expulsés des publications de la 'Cadena Oficial' tels que Clemente Cimorra et offre un grand volume d'articles antifranquistes. *Pueblo Español* publie *Juan Panadero* de Rafael Alberti, texte dédié à Antonio Seoane et José Gómez Gayoso qui,

après avoir quitté l'Argentine pour lutter contre le franquisme, sont arrêtés et fusillés. La signature des premiers accords Perón / Franco en 1946 donne lieu à de fortes critiques de la politique extérieure de Perón. En effet, le journal reproche au gouvernement péroniste de « donner de l'air » à Franco. Une telle position est intolérable pour un président argentin souhaitant museler la presse. Le gouvernement commence donc à exercer des pressions sur le journal et Lorenzo Varela est convoqué à plusieurs reprises au Bureau Central de la Police. Le journal sera finalement fermé¹⁷. *Crónica Española*, dirigée par Carlos Rodríguez, subira le même sort.

Les revues apparaissent comme d'autres caisses de résonance de l'antifranquisme des intellectuels exilés. En effet, bien qu'il s'agisse de publications essentiellement littéraires, une place non négligeable est accordée à la réflexion politique.

Nosotros, fondée en 1907, épouse la cause républicaine dès le début de la Guerre Civile¹⁸. Pendant les années 1946-1955, la revue multiplie les articles sur les faits politiques et culturels de la Péninsule : nouvelles publications, réactions internationales face à l'Espagne, etc. Valentín de Pedro, intellectuel exilé, peut ainsi dénoncer l'horreur des prisons franquistes à travers trois sonnets intitulés *Versos de la prisión*.

Sur, dirigée par Victoria Ocampo, est l'autre grande revue littéraire argentine¹⁹. Durant les premiers mois de la Guerre Civile, la revue semble adopter une ligne éditoriale politiquement neutre. On y trouve aussi bien des articles de José Bergamín, directeur de la revue *Cruz y Raya* et défenseur de la République, que de Gregorio Marañón, historien et journaliste de tendance franquiste. Mais en août 1937, la revue met fin à cette situation et prend fait et cause pour la République. La collaboration des intellectuels espagnols est facilitée par leur amitié avec Victoria Ocampo et avec l'espagnol Guillermo de Torre, premier secrétaire de la revue²⁰. Pendant la décennie péroniste, Francisco Ayala propose dans les pages de *Sur* des analyses politiques, en particulier sur le thème du nationalisme. Il oppose un « nationalisme sain » à un « autre nationalisme », dépourvu de patriotisme et stérile. Ce deuxième type de nationalisme n'est autre que celui de Franco. En 1947, année du 400^e anniversaire de la mort de Cervantes, *Sur* vient contrarier les

plans des services culturels de l'Ambassade espagnole. Respectant les consignes de Madrid, lesdits services souhaitent superviser l'ensemble des activités et des publications liées à l'événement²¹. Or, la revue publie un numéro spécial exclusivement consacré à Cervantes et dont tous les articles sont signés par des exilés : Guillermo de Torre, Ricardo Baeza, León Felipe, etc²². Ce numéro fera l'objet d'un rapport de l'Ambassadeur qui regrette de ne pas avoir pu en empêcher la publication et se désole que des exilés puissent jouer un quelconque rôle dans la politique culturelle espagnole²³.

Fondée par Lorenzo Luzuriaga et Francisco Ayala, la revue *Realidad* est publiée entre janvier 1947 et décembre 1949, soit 18 numéros. Francisco Ayala souhaite faire de cette revue :

"Una revista de ideas, un sesgo marcadamente ensayístico y crítico, excluyendo de sus páginas los textos de pura invención poética, verso o prosa"²⁴

La publication, dirigée par le philosophe argentin Francisco Romero, se caractérise par la diversité des articles. Les analyses politiques, les essais historico-politiques ou les articles sur les arts sont autant d'occasions de fustiger le régime franquiste. A partir du numéro trois, apparaît la rubrique « Carta de España », signée par Ricardo Gullón²⁵. A travers cette rubrique, le correspondant donne des informations sur la situation culturelle et littéraire en Espagne : les prix littéraires, la censure et les nouveaux auteurs comme Camilo José Cela.

La revue mensuelle *Galicia Emigrante* naît en juin 1954. Parmi ses collaborateurs figurent Arturo Cuadrado, Luis Seoane et Lorenzo Varela. Dès le premier numéro, la revue affirme son caractère antifranquiste et séparatiste :

"Somos leales para siempre al resultado del plebiscito sobre la autonomía gallega celebrado el 28 de junio de 1936 [...] así como al régimen democrático que lo hizo posible"²⁶

Aussitôt, l'ambassade d'Espagne rédige un rapport pour prévenir Madrid de l'apparition d'une nouvelle publication antifranquiste et sa probable circulation clandestine en Galice²⁷. Bien que l'ambassade espagnole adopte sa stratégie habituelle, à savoir demander l'interdiction de la revue auprès des autorités argentines, le gouvernement péroniste ne prend

aucune mesure en cette période de refroidissement des relations Buenos Aires / Madrid.

Les maisons d'édition sont un autre moyen pour les intellectuels espagnols de combattre le franquisme depuis l'exil. Soulignons que l'industrie éditoriale argentine connaît un essor considérable depuis la Guerre Civile espagnole, que Pierre Lagarde qualifie de « grande chance » pour l'édition argentine²⁸. Le pays du Río de la Plata sera le plus important centre d'édition en langue espagnole jusqu'au milieu des années 1950. Cette donnée est importante dans la mesure où le rayonnement des maisons d'édition rend encore plus dangereux pour Franco tout ouvrage allant à son encontre.

Fondée en août 1938 par Gonzalo Losada²⁹, la maison Losada ne tarde pas à accueillir dans son comité de lecture Luis Jiménez de Asúa et Lorenzo Luzuriaga. Elle offre aux exilés une source de travail quasi inépuisable. Rafael Alberti se réfère à Gonzalo Losada en ces mots :

"Nuestro editor lleno de genio e iniciativas, un verdadero adelantado quien nos resolvió nuestra tan incierta situación"³⁰

Gonzalo Losada lui-même souligne que :

"La editorial nació ante todo por un afán de imperativo de libertad [...] Quería además dar empleo a los exiliados republicanos que por esos años llegaban a Argentina"³¹

Pendant la décennie péroniste, Losada s'affirme comme une caisse de résonance de l'esprit républicain et publie les ouvrages interdits par Franco. Cela lui vaut le surnom de « la maison d'édition des exilés » et son catalogue est interdit en Espagne.

Fin 1946, la maison Losada achève la publication des œuvres complètes de García Lorca en huit volumes. Elle publie des ouvrages d'analyse politique³², des témoignages et des Mémoires qui accablent le régime franquiste³³. En 1951, Losada publie *La Forja de un rebelde*, trilogie d'Arturo Barea qui offre au lecteur un témoignage de la Guerre Civile espagnole et des atrocités commises par les rebelles.

Les bureaux de Losada sont un lieu de débat politique où se réunissent des intellectuels exilés. Lorenzo Luzuriaga, Manuel Blasco

Garzón, Alejandro Casona, Clemente Cimorra et Francisco Ayala participent à des débats sur la situation et l'avenir de l'Espagne. L'antifranquisme en est bien sûr le dénominateur commun.

Sudamericana est une autre maison d'édition de prestige. Fondée fin 1939 par des intellectuels argentins, elle publie les ouvrages de Claudio Sánchez Albornoz, Jorge Guillén, José Ferrater Mora et de Salvador de Madariaga³⁴. Pendant les années 1946-1955, Sudamericana est inondée de lettres en provenance du Ministère de l'Intérieur argentin et priant la maison d'édition d'inviter ses auteurs à s'abstenir de toute déclaration politique. Les courriers, expédiés à la demande de l'ambassade d'Espagne³⁵, ne sont pas sans effet. Ainsi, Salvador de Madariaga ne fait aucune allusion politique lors de son cycle de conférences organisé en octobre et novembre 1946. Cette attitude lui vaudra les reproches de journaux comme *Crítica* ou *La Hora*³⁶.

Quant à Emecé, elle est fondée en 1940 par deux galiciens, Luis Seoane et Arturo Cuadrado. Des exilés comme Emilio Pita ou Eduardo Pondal peuvent alors publier leurs écrits dans la collection « Heereo ». On note cependant que dans la deuxième moitié des années 1940, l'activité principale de la maison d'édition est la publication d'auteurs latino-américains dans les collections « Grandes ensayistas » et « Séptimo círculo ». La publication de *La Colmena* de Camilo José Cela en 1951 marquera le retour des ouvrages des exilés dans le catalogue d'Emecé. Cette parenthèse de 6 ans ne semble liée à aucune pression du gouvernement péroniste. On peut l'attribuer à un choix stratégique face aux maisons d'édition qui font la part belle aux écrits des exilés espagnols.

En marge des trois grandes maisons que nous venons d'évoquer, il convient de souligner l'importance du rôle d'Ekin. Elle est fondée en 1942 par des exilés nationalistes basques tels que Isaac Lopez Mendizábal et Bernardo Estornés Lasa. Ekin est conçue comme un moyen de renforcer la résistance culturelle au régime franquiste depuis l'exil en offrant un refuge aux auteurs basques et à la diffusion de la culture d'*Euskal Herria*. L'esprit nationaliste donne sa couleur à l'unique collection d'Ekin, intitulée « Biblioteca de Cultura Vasca » et dans laquelle seront publiés près de 40 ouvrages entre 1946 et 1955. Que ce soit au travers d'études historiques du Pays Basque³⁷ ou de témoignages de la répression qui y est menée³⁸, les

publications apparaissent comme des réquisitoires contre le régime de Franco.

Ce panorama des maisons d'édition révèle une relative faiblesse numérique des publications strictement politiques signées par les exilés. Ce phénomène s'explique par les pressions exercées par le gouvernement péroniste. Le cas de l'ouvrage *¿Para qué?* de Juan Antonio Ansaldo est révélateur. Pendant la Guerre Civile espagnole, Ansaldo, aviateur, avait servi quelques mois dans les troupes rebelles avant de rejoindre les forces républicaines. En 1946, il réside à Estoril et obtient plusieurs entretiens avec Don Juan. L'année suivante, Ansaldo décide de livrer le résultat de ses entretiens et l'analyse qu'il en fait à travers un livre. Le manuscrit, intitulé *¿Para qué?*, est déposé chez Ekin en 1948. Son contenu est profondément antifranquiste et il est prévu que des exemplaires soient distribués à l'ONU³⁹. Alertée de l'imminente parution de l'ouvrage, l'ambassade espagnole demande aux Autorités argentines d'intervenir. La réponse ne se fait pas attendre : la publication est interdite et la police saisit les exemplaires déjà imprimés. En 1951, Ekin pourra enfin publier *¿Para qué?*⁴⁰ mais la diffusion du livre est assez confidentielle car il est interdit dans les librairies.

Quoi qu'il en soit, même la publication d'ouvrages « non politiques » représente un problème pour l'Espagne franquiste. En effet, la diffusion de ces ouvrages renforce le prestige d'intellectuels adverses au régime et c'est précisément ce prestige qui confère plus de résonance à toute déclaration politique.

De plus, le fait que l'industrie éditoriale soit aux mains des exilés est un obstacle à la propagande culturelle franquiste en Argentine. En effet, les maisons d'édition ne publient aucun ouvrage appuyé par les autorités franquistes ou par les auteurs argentins favorables au franquisme tels que Manuel Galvez ou Juan Carlos Goyeneche.

Ainsi, grâce à Losada, Sudamericana et Ekin, les intellectuels espagnols peuvent opposer au régime franquiste une résistance politique et culturelle depuis l'exil.

3. LES UNIVERSITES ARGENTINES: UNE TRIBUNE POLITIQUE?

L'Institut de Culture Espagnole, présidé par Rafael Vehils, fait du placement des intellectuels

espagnols dans les universités argentines son cheval de bataille. Mais les difficultés sont nombreuses. Même si le projet de l'Institut bénéficie du soutien de prestigieux professeurs de l'Université de Buenos Aires, tels que Ravnani ou Amado Alonso, ladite université se montre réticente et ne recrutera que peu d'exilés. Francisco Ayala, par exemple, n'obtiendra pas un poste fixe à la UBA⁴¹.

Les universités de province adoptent cependant une attitude différente. Francisco Ayala est recruté comme professeur de sociologie à l'Université Nationale du Littoral⁴², où exerce également Luis Santaló⁴³. Luis Jiménez de Asúa dirige le département des Hautes Etudes Juridiques de l'Université de La Plata et Claudio Sánchez Albornoz occupe la chaire d'histoire médiévale de l'Université de Cuyo avant d'intégrer la UBA.

Mais l'arrivée au pouvoir de Perón met un terme à la brève période d'autonomie des universités argentines. Des centaines d'enseignants sont obligés de démissionner ou sont renvoyés sans ménagement⁴⁴. De très nombreux exilés espagnols quittent leur poste soit parce qu'on les y oblige, soit par solidarité avec leurs collègues. C'est le cas de Luis Jiménez de Asúa qui assume la direction de l'Institut de Droit Pénal de l'Université de La Plata grâce à l'appui de son ami José Peco. Lorsque, en signe de protestation face à la politique péroniste, ce dernier démissionne, Luis Jiménez de Asúa décide d'en faire autant⁴⁵.

La disparition des exilés du paysage universitaire argentin est une véritable aubaine pour le franquisme. En effet, malgré les instructions officielles, les exilés n'hésitent pas à faire de l'Université un forum antifranquiste. L'exemple du professeur Clemente Hernando Balmori est révélateur. Exilé en Argentine, Balmori obtient au début des années 40 un poste à l'Université de Tucumán. En 1948, il fait fonction de directeur de l'Institut de Langue et Littérature espagnoles et décide d'inviter le poète espagnol León Felipe pour donner des conférences. La première conférence, intitulée « El canto del Hombre », se déroule le 15 avril dans un grand salon de la Faculté⁴⁶. Après avoir évoqué l'œuvre poétique de Pablo Neruda et de Walt Whitman, Felipe aborde le thème de l'exil et donne une couleur très politique à sa conférence. Il dénonce la dictature franquiste et souligne :

"Franco dijo : « he limpiado la nación. He arrojado de la Patria la carroña y la cizaña » pero el viento aquí nos trajo. [...] La España eterna está viva y ha renacido aquí en América. La España de la tierra ya no me importa sino para sacar de allí a todos los que aún buscan justicia [...]"⁴⁷

Ces déclarations, applaudies par l'assistance, provoquent une réaction violente d'éléments « nationalistes ». Après avoir plongé la salle dans l'obscurité, ils font exploser des pétards et insultent le poète confrencier. Le calme rétabli, Felipe qualifia de « pauvres d'esprit » les fauteurs de troubles et soulignera qu'il n'a prononcé aucune parole contre le gouvernement péroniste⁴⁸. Quelques jours après la conférence, les déclarations antifranquistes de Felipe sont condamnées par *Trópico*, le journal de l'Université de Tucumán⁴⁹. On peut y lire :

"Faltando desconsideramente a los deberes impuestos al huésped por la amplia acogida que se le brindaba, un poeta español ha atendado contra la amistad que nos liga con España y su gobierno, al dejarse llevar por impulsos fanáticos [...] Mal, muy mal ha hecho el poeta de abusar de nuestra hospitalidad".

Afin de réparer l'offense, l'organe de presse de la faculté s'empresse de louer le régime franquiste :

"España ha revivido con Franco y esto es lo que no quieren ni pueden reconocer los que sólo le proporcionaron horas de vergüenza [...]"

L'article met l'accent sur l'union hispano-argentine concrétisée par l'aide matérielle offerte à la Mère Patrie. Selon l'article, cette union ne saurait être troublée par les rouges dont Franco a heureusement libéré l'Espagne.

Notons que *Trópico* publie un encart pour condamner la violente réaction de certains individus. Le journal mentionne :

"Si bien el huésped faltó a sus deberes, ello no autoriza la incultura del anfitrión [...]"⁵⁰

Ces incidents sont dangereux pour la carrière du professeur Balmori. En effet, lors des concours de recrutement, les universités argentines établissent un dossier intitulé « Averiguación de los antecedentes ». On remarque que les dossiers des espagnols exilés sont particulièrement

détaillés et que les considérations politiques en constituent l'élément principal⁵¹.

Lorsqu'en octobre 1949, Balmori présente sa candidature pour obtenir un poste de professeur de Philologie espagnole à l'Université de La Plata, un professeur de cette université, Elías Santos Giménez Vega, dénonce les activités antifranquistes de Balmori auprès de membres du Conseil chargé du recrutement⁵². Après y avoir été invité par une lettre du doyen, Roberto H. Marfany⁵³, Giménez Vega reprend ses propos dans une lettre dans laquelle il fait clairement référence à la conférence de León Felipe (« le poète communiste ») à l'Université de Tucumán⁵⁴. Finalement, le Conseil décidera de recruter Balmori en décembre 1949 à la condition expresse qu'il n'exerce et n'organise aucune activité politique au sein de l'Université de La Plata⁵⁵.

Ainsi, pendant la décennie péroniste, les intellectuels exilés peuvent très difficilement se servir de l'Université comme tribune antifranquiste. On pourrait donc supposer que les Universités demeurent un terrain plus ou moins neutre. En réalité, il n'en est rien car le gouvernement péroniste va faciliter la diffusion de la propagande franquiste au sein des universités argentines. Pour ce faire, deux dispositions sont adoptées : la création des 'Cátedras España' et une politique de coopération universitaire hispano-argentine.

Voyons tout d'abord le cas des 'Cátedras España'. Ces chaires sont créées à l'initiative des autorités espagnoles en 1948 au sein de plusieurs universités argentines. Le but officiel est d'offrir aux étudiants des conférences sur des thèmes espagnols.

La première d'entre elles est inaugurée à l'Université de Córdoba le 17 juillet 1948. La création de cette chaire se produit au terme de nombreux contacts entre le Consul espagnol, Raimundo Pérez-Hernández, et les personnages clés de l'Université comme José Miguel Urrutia, Recteur, et Lisardo Novillo Saravia, Doyen de la Faculté de Droit, dont le consul souligne la « ferveur hispanique »⁵⁶. Le but de la chaire est de constituer :

"Una tribuna permanente encargada de difundir y enaltecer nuestra gloriosa historia y la universal cultural hispánica"⁵⁷

Cette seule phrase suffit à comprendre le lien étroit entre une 'Cátedra España' et la propagande culturelle franquiste. Il s'agit en fait d'une tribune de l'Hispanité, clé de voûte de la politique culturelle extérieure de Franco.

Cette déduction est confirmée par les mots prononcés par le doyen pour justifier la création de la chaire au sein de sa Faculté. Il fait référence à la nécessité de lier étroitement les instituts universitaires argentins aux « plus hautes valeurs de l'hispanité », à la dette culturelle de l'Argentine envers l'Espagne et à l'essor continu de la culture espagnole. Le doyen fait également allusion à la situation de l'Espagne sur le plan international et aux relations hispano-argentines. On voit donc qu'en plus d'une tribune de propagande culturelle, la chaire est aussi une tribune de propagande politique. C'est d'ailleurs l'accusation que lance le journal local *La Voz del Interior* dans son éditorial intitulé « Una Cátedra política ». Le quotidien s'insurge :

"¿Cómo sostener que la hispanidad ha de ser el soporte de la argentinidad? [...] España ha sido tildada [...] por la gran mayoría de los países del mundo de prolongar la realidad totalitaria en la posguerra [...] Es preciso anotar que jamás en las universidades de un país democrático puede hacerse proselitismo en favor de pueblos que atraviesan por períodos de crisis institucional, cuyos embajadores culturales han de traernos la realidad de una vida nacional que desde lejos se advierte atacada de euforia totalitaria"

Dans un courrier, le Consul espagnol fait référence à cet éditorial et rappelle le caractère « anti-espagnol » de *La Voz del Interior*. Mais le Consul ne peut que se féliciter du succès de l'inauguration de la chaire. En effet, la 'Cátedra España' donne ses premiers fruits et le discours inaugural de José María Pemán se termine par une ovation et des cris « Viva España ».

En 1948, la Cátedra propose des conférences d'universitaires espagnols tels que Dámaso Alonso, Camilo Barcia Trelles, et Alfonso García Gallo. En 1949, les étudiants pourront assister aux conférences sur la littérature espagnole de Joaquín de Entrambasaguas ou à la communication d'Eloy Montero sur les techniques de l'invasion communiste⁵⁸. Soulignons que comme toutes les 'Cátedras España', celle de Córdoba est fermée à tout universitaire espagnol ne manifestant pas clairement son adhésion au régime. Ainsi,

Federico Onis, spécialiste en littérature, ne pourra donner ses conférences que dans les locaux des comités espagnols hostiles au franquisme⁵⁹.

Le 16 octobre 1948, une 'Cátedra España' est inaugurée à l'Université de La Plata et plus précisément au sein de la Faculté des Humanités et des Sciences de l'Éducation⁶⁰. Devant un parterre de personnalités politiques (Ministre des Affaires Étrangères, Ambassadeur d'Espagne, Eva Perón, militaires, etc.), Enrique Pilorge-Mora, doyen, prononce un discours élogieux sur l'Espagne et sur le franquisme. Remarquons que de telles déclarations profranquistes le jour de l'inauguration de la 'Cátedra España' desservent les intérêts des services culturels espagnols qui tiennent à cacher les fins politiques de la 'Cátedra' sous une couverture culturelle. Le Consul espagnol regrette d'ailleurs dans son rapport le ton très politique du discours. Il lui préfère les déclarations de Carlos Ribas qui souligne comment, grâce à la 'Cátedra España' :

"Se cancela la deuda de gratitud y cultura para con la Madre Patria, origen mismo de la nacionalidad, el ser y la cultura argentinas"⁶¹

Le choix de l'Université de La Plata pour implanter une 'Cátedra' est stratégique. Comme le précise le Consul, l'Université exerce une grande influence sur les milieux culturels du pays. D'autre part, Enrique Pérez- Hernández écrit :

"Esta labor tenía importancia pues cuanto redundaba en prestigio del Consulado significa inmediata labor sobre la colonia española, bien despegada de España y de muy escaso fervor patriótico, salvo contadas y honrosas excepciones"⁶²

Les autorités de l'Université comblent les désirs du Consul en faisant de la 'Cátedra España' un passage obligé pour tous les étudiants de la Faculté des Humanités.

Peu après son inauguration, la 'Cátedra' accueillera des conférences de Camilo Barcia Trelles, Alfonso García Gallo et du Frère Justo Pérez de Urbel⁶³. En 1949, d'autres espagnols comme Isidro Arcenegui, spécialiste du droit canonique, donneront des conférences⁶⁴.

Fin 1948, l'Université du Littoral accueille elle aussi une 'Cátedra España'⁶⁵. Parmi les

conférenciers, on notera la présence d'Ismael Sánchez Bella et Francisco Ponz Piedrafita en 1950⁶⁶.

Ce n'est qu'en 1950 qu'une 'Cátedra España' est inaugurée à l'Université de Buenos Aires⁶⁷. Cette naissance tardive n'est sans doute pas le fait des services culturels espagnols. En effet, la création d'une 'Cátedra' dans l'une des universités les plus prestigieuses du continent est sans doute une priorité. On peut donc supposer que ce sont les autorités de l'Université de Buenos Aires qui s'opposent à la création d'une 'Cátedra España'. Cette hypothèse est confirmée par le fait que la décision de créer la 'Cátedra' coïncide avec la création du Sous-secrétariat des Universités dont la direction est confiée à Carlos Ribas, qui avait permis la création de la 'Cátedra España' de l'Université de La Plata. Selon l'Ambassadeur espagnol, il s'agit d'une personne « muy afecta a los ideales hispanos »⁶⁸.

Mais 1950 marque le déclin des 'Cátedras España', conséquence de la détérioration des relations hispano-argentines. Les conférenciers espagnols se font plus rares, ce qui n'empêche pas l'Ambassadeur de souligner leur « meritoria labor patriótica, por las alusiones en sus conferencias [...] a nuestra especial concepción filosófico-política de la vida y a la actualidad o próximo pasado de nuestra Patria »⁶⁹. Cette phrase suffit à comprendre le mécanisme des 'Cátedras'. Sous couvert de thèmes culturels, les conférenciers glissent constamment des commentaires positifs sur l'Espagne franquiste.

Face au déclin des 'Cátedras España' et afin de ne pas voir disparaître l'influence espagnole au sein des universités argentines, les services culturels de Franco adopte une nouvelle stratégie. En effet, grâce à l'appui du ministre de l'Éducation argentin, ils vont inviter en Espagne les personnages clés des universités du Río de la Plata. En février 1954, un décret permet à une délégation de visiter à titre officiel les universités espagnoles⁷⁰. Cette délégation est présidée par Bernardo Juan Guilhe, haut fonctionnaire du Ministère de l'Éducation Nationale et directeur du programme des échanges universitaires, et composée par Francisco Marcos Anglada, recteur de l'Université Eva Perón, Armando Bustos, recteur de l'Université de Córdoba, José Alfredo Fernández Moreno, vice-recteur de l'Université de Buenos Aires, Miguel Marzo, secrétaire

général de l'Université de Cuyo, et Alberto Baraldi, professeur à l'Université du Littoral.

Les effets de cette visite officielle sont immédiats. Dès son retour, le recteur de l'Université Eva Perón fait part de son enthousiasme au Conseiller culturel espagnol⁷¹. Il lui affirme sa volonté de collaborer avec l'ambassade « en todo aquello que a la promoción de la expansión cultural hispánica se refiera ». Le recteur projette d'organiser dans son Université une Semaine de l'Hispanité et de participer à la création d'une institution de « hispaniste » au sein de son établissement.

Cet enthousiasme est partagé par le recteur de l'Université de Córdoba. A son retour, Armando Bustos confie ses impressions au journal *Los Principios*⁷² et brosse un portrait idyllique du système universitaire espagnol. Mais les déclarations du recteur vont au-delà de ce sujet et présentent un caractère politique. Il déclare en effet:

"La propaganda aviesa la presentaba como un país decadente en todos sus órdenes. Hemos encontrado, en cambio, un país pujante, seguro de su destino [...] En Madrid se aprecia una fiebre de construcciones privadas y oficiales, donde se da trabajo a una ponderable masa obrera"

Avocat de l'Espagne franquiste, Armando Bustos confie au Consul espagnol que la rencontre avec Franco restera un souvenir inoubliable⁷³.

Malgré la détérioration des relations Perón/Franco dans les années 1950, les universités argentines sont donc un espace où les intellectuels espagnols ne peuvent exprimer leur opposition au régime de Franco. Les principaux dirigeants des Universités, le Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur, le Ministre de l'Education nationale, sont à différents degrés sympathisants du régime franquiste.

CONCLUSION

Cette analyse démontre que les intellectuels exilés sont des acteurs essentiels de l'antifranquisme dans l'Argentine péroniste. Un rapport de l'ambassade espagnole reconnaît d'ailleurs que les intellectuels sont les exilés les plus dangereux et les plus efficaces⁷⁴. Ils doivent cependant faire face aux pressions et à la

censure exercées à leur rencontre par le gouvernement péroniste. Comme nous l'avons vu, ce gouvernement agit en étroite collaboration avec les services de l'ambassade espagnole. Pendant les années 1950-1955, la pression sur les exilés diminue du fait de la détérioration des relations hispano-argentines. Mais paradoxalement, ces années correspondent à une période où les intellectuels réduisent leurs activités antifranquistes. Ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'espoir de voir tomber le régime franquiste s'amenuise avec le début de la Guerre Froide, l'insertion de l'Espagne au sein des forums internationaux (comme l'UNESCO) et l'aide des Etats-Unis. D'autre part, au fil du temps, l'éloignement contribue à affaiblir la mobilisation antifranquistes. Cette situation est reconnue par les exilés eux-mêmes et, lors du Congrès du Parti Socialiste à Toulouse, Luis Araquistain déclare :

"Nuestro creciente aislamiento de España explica nuestra ineficacia política [...] Somos espectadores de la historia, hemos dejado de ser actores [...] Fallidas las esperanzas de que el mundo exterior liquidaría el régimen franquista, los emigrados tenemos bien poco que hacer políticamente fuera de España [...] El tiempo corre en contra de la emigración [...]"⁷⁵

NOTES

¹ Il publie notamment une critique sur *La Regenta* de Clarín. Voir *La Nación*, 13 septembre 1885.

² rendent en Argentine, entre autres, Jacinto Benavente (1906), Vicente Blasco Ibáñez (1909), Rafael Altamira (1909). Pour plus de détails, voir Zuleta, Emilia de, *Españoles en la Argentina. El exilio literario de 1936*. Buenos Aires, Atril, 1999.

³ Voir Ossorio y Gallardo, Ángel, *Mis Memorias*. Buenos Aires, Losada, 1946.

⁴ Voir "Comte de Bulnes au Ministre espagnol des Affaires Etrangères", 2 octobre 1946 [Archives du Ministère espagnol des Affaires Etrangères (AMAE) 1940 / 45].

⁵ Voir Ayala, Francisco, *Recuerdos y olvidos*. Madrid, Alianza Editorial, 1984, 114.

⁶ Id., 322-323.

⁷ La rubrique 'Noticias de España' est inaugurée le 11 janvier 1947 par des informations sur la protestation ouvrière et les grèves dans le secteur industriel. Le 12 avril 1947, la rubrique est consacrée à l'arrestation du fils de Claudio Sánchez de Albornoz.

⁸ Entrevue avec Rosa Puente, fille de Manuel Puente, intellectuel et exilé républicain d'origine galicienne, Buenos Aires, 23 janvier 2003.

⁹ Voir León, María Teresa, *Memorias de la melancolía*. Barcelone, Círculo de Lectores, 1987, 268-270.

¹⁰ Dans un premier temps, cette émission est diffusée par la radio *El Mundo* puis elle passera sur les ondes de la radio *Splendid*.

¹¹ Nous nous basons sur les informations contenues dans le rapport de l'ambassade espagnole du 4 août 1947 [AMAE, 1940 / 42] et sur les articles publiés dans *España Republicana* en juin et juillet 1947.

¹² Pour les références des articles publiés par Francisco Ayala, voir Amoros, Andrés ; Núñez, Antonio, *Bibliografía de Francisco Ayala*. New York, Syracuse University, 1973.

¹³ Ibid.

¹⁴ Voir Luzuriaga, Lorenzo, "Orientación de la juventud". *La Nación*, 8 mars 1946, 5.

¹⁵ Lorenzo Luzuriaga sollicite l'aide d'Américo Castro et d'Eugen Millington-Drake pour faire libérer son fils. Ce dernier pourra finalement embarquer pour l'Argentine en octobre 1946. Cf. "courrier de Luzuriaga à Eugen Millington-Drake", 19 août 1946 [Archives Générales de la Guerre Civile Espagnole (AGGCE), M5025/364], "courrier d'Américo Castro à Luzuriaga", 28 août 1946 [AGGCE, M5025/365], courrier de Luzuriaga à "Eugen Millington-Drake", 22 octobre 1946 [AGGCE, M5025/368].

¹⁶ Ramón Gómez de la Serna fait allusion à ce qu'il appelle "sa position de conciliateur" dans *Automoribundia*. Buenos Aires, Sudamericana, 1948, 628-630.

¹⁷ Pour plus de détails, voir. Salgado, Fernando, *Lorenzo Varela, crónica dunha vida atormentada*. La Corogne, do Castro, 1995.

¹⁸ Voir Asociación Argentina de Editores de Revistas, *Historia de revistas argentinas*. Buenos Aires, A.A.E.R., 1995.

¹⁹ Pour des informations détaillées sur la revue *Sur*, voir Ocampo, Victoria, "Vida de la revista *Sur*. 35 años de una labor". *Sur*, 303-305 (1967), 872-947. José Ortega y Gasset a participé aux premières réunions du comité de rédaction, voir Ortega y Gasset, José, "Comentario al banquete de Platón". *Sur*, 262 (1960), 1- 18.

²⁰ Pour plus de détails sur l'exil de Guillermo de Torre, voir Zuleta, Emilia de, *Guillermo de Torre entre España y América*. Mendoza, Université Nationale de Cuyo, 1993.

²¹ Voir "Courrier de l'ambassade espagnole au Ministère espagnol des Affaires Etrangères", 4 mars 1947 [AMAE, 1940 / 45].

²² Voir *Sur*, numéro spécial, octobre 1947.

²³ Voir "Rapport de l'Ambassade espagnole au Ministère espagnol des Affaires Etrangères", 2 novembre 1947 [AMAE 1940 / 45].

²⁴ Voir Ayala, Francisco, *Recuerdos...*, op. cit., 362.

²⁵ Cette rubrique, inaugurée en mai 1947, existera jusqu'à la mort de la revue (fin 1949).

²⁶ Voir "Nuestra posición" in *Galicia Emigrante*, 1, 2.

²⁷ Voir *Rapport spécial du Bureau d'Information Diplomatique, Ambassade espagnole*, 25 juin 1954 [AMAE, 3581 / 81].

²⁸ Voir Lagarde, Pierre, *La politique de l'édition du livre en Argentine*. Toulouse, Université Toulouse-Le

Mirail, 1980. Pour une analyse du développement de l'industrie éditoriale argentine, voir García, Eustasio, *Desarrollo de la industria editorial argentina*. Buenos Aires, Franklin, 1965.

²⁹ Gonzalo Losada est jusqu'à cette date à la tête de la succursale d'Espasa Calpe en argentine. Mais fin 1938, la maison d'édition fait savoir à Losada que les livres qu'il publie doivent d'abord être approuvés par la maison mère. Losada comprend qu'il s'agit de censure, d'autant plus qu'Espasa Calpe ne cache pas sa sympathie pour les rebelles. Aidé de Guillermo de la Torre et d'Atilio Rossi, Losada fonde sa propre maison d'édition. Pour plus de détails, voir Sagastizabal, Leandro de, *La edición de libros en la Argentina. Una empresa de cultura*. Buenos Aires, EUDEBA, 1995.

³⁰ Voir Alberti, Rafael, *La arboleda perdida*. Barcelone, Seix Barral, 1978, 108.

³¹ Voir Anonyme, "Gonzalo Losada. Entrevista". *Gente*, 13 juillet 1973, 27.

³² Voir Jiménez de Asua, Luis, *La constitución de la democracia española y el problema regional*. Buenos Aires, Losada, 1946.

³³ Voir Martínez Sierra, María, *Una mujer por caminos de España: recuerdos de una propagandista*. Buenos Aires, Losada, 1952.

³⁴ Voir Madariaga, Salvador de, *España: ensayo de historia contemporánea*. Buenos Aires, Sudamericana, 1950; id., *El ocaso del imperio español en América*. Buenos Aires, Sudamericana, 1955; Ferrater Mora, José, *El hombre en la encrucijada*. Buenos Aires, Sudamericana, 1952.

³⁵ Voir, par exemple, échange de courriers entre l'Ambassade d'Espagne et le Ministère argentin des Relations Extérieures et du culte au sujet de Salvador de Madariaga, 21 septembre 1946 et 2 octobre 1946 [AMREC, division politique, Espagne, 1946 / 16].

³⁶ Voir "Courriers de l'ambassadeur espagnol au MAE" datés du 31 octobre et du 12 novembre 1946 [AMAE 1940 / 43].

³⁷ Voir López Mendizabal, Isaac, *El País Vasco: descripción general*. Buenos Aires, Ekin, 1946; Galíndez, Jesús de, *El derecho vasco*. Buenos Aires, Ekin, 1947.

³⁸ Voir Galíndez, Jesús de, *Estampas de la guerra*. Buenos Aires, Ekin, 1951.

³⁹ Ces informations ont été collectées auprès de Mikel Ezkerro et d'autres membres du Laurak Bat proches de l'éditeur Javier López Mendizábal, Buenos Aires, janvier 2003.

⁴⁰ Ansaldo, Juan Antonio, *¿Para qué?*. Buenos Aires, Ekin, 1951.

⁴¹ Voir Ayala, Francisco, *Recuerdos...*, op. cit., 291-292.

⁴² Ibid., 260.

⁴³ Voir Santaló, Luis, "La matemática en el exilio". *Cuadernos Hispanoamericanos*, 473-474 (1989), 75-79.

⁴⁴ Pour plus de détails sur cette situation, voir Buchibinder, Pablo, *Historia de la Facultad de Filosofía y Letras*. Buenos Aires, EUDEBA, 1997, 155-187.

⁴⁵ Luis Jiménez de Asúa évoque sa décision dans une lettre datée du 16 novembre 1951 et adressée à Miguel Peydro [Archives Luis Jiménez de Asúa, section "exil", n° 9].

⁴⁶ Cf. "Conferencia de León Felipe". *El Trópico*, 15 avril 1948, 11.

⁴⁷ Voir "Conferencia de León Felipe". *La Gaceta de Tucumán*, 16 avril 1948, 6.

⁴⁸ Voir "Hubo un incidente en la charla del poeta León Felipe". *La Gaceta de Tucumán*, 16 avril 1948, 4.

⁴⁹ Voir "España, el Poeta y Nosotros". *Trópico*, 19 avril 1948, 9.

⁵⁰ Voir "El otro extremismo". *Trópico*, 21 avril 1948, 11.

⁵¹ Voir AGGCE, Fond Université Nationale de Cuyo [M 5000], Fond Université Nationale de La Plata [M 5032], Fond Université Nationale de Tucuman [M 5024].

⁵² Voir "Acte n°334 du Conseil de Direction de la Faculté des Sciences Humaines de La Plata", 26 octobre 1949 [AGGCE, M 5032].

⁵³ Voir "Courrier de Roberto H. Marfany au professeur Elías Santos Giménez Vega", 28 octobre 1949 [AGGCE, M. 5032].

⁵⁴ Voir "Courrier du professeur Elías Santos Giménez Vega", 29 octobre 1949 [AGGCE, M 5032].

⁵⁵ Voir "Rapport de Roberto H. Marfany adressé au Conseil de Direction", 13 décembre 1949 [AGGCE, M 5032].

⁵⁶ Voir "Courrier du Consul espagnol à Cordoba au Ministère espagnol des Affaires Etrangères", 20 juillet 1948 [AMAE, 2898 / 23].

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1949, 14 [AMAE 2439 / 38].

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Pour ce paragraphe sur l'Université de La Plata, nous nous servons essentiellement des informations contenues dans le rapport du consul espagnol de La Plata, 26 octobre 1949 [AMAE, 2898 / 23].

⁶¹ "Rapport du consul espagnol de La Plata", 26 octobre 1949.

⁶² Ibid.

⁶³ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1948, 26-29.

⁶⁴ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1949, 14 [AMAE, 2439 / 38].

⁶⁵ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1948, 30.

⁶⁶ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1950, 11 [AMAE 2829 / 65].

⁶⁷ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1950, 4.

⁶⁸ Voir "courrier de José Maria Areilza au Ministre espagnol des Affaires Etrangères", 7 février 1949 [AMAE, 2898/ 23].

⁶⁹ Voir "Rapport annuel de l'Ambassade d'Espagne", année 1950, 7.

⁷⁰ Voir "Decret n° 1760", 8 février 1954 [AMAE 4400 / 15]. Ce décret établit également une visite de la délégation en France.

⁷¹ Voir "Courrier de Manuel Aznar au Ministre espagnol des Affaires Etrangères", 10 mai 1954 [AMAE 4400 / 15]. Notons qu'aux louanges du recteur sur le système universitaire espagnol s'oppose une critique sévère du système français.

⁷² Voir "Declaraciones del Dr Armando Bustos". *Los Principios*, 5 avril 1954, 2.

⁷³ Cf. "Courrier du Consul espagnol de Cordoba, Manuel de la Riva, au Ministre espagnol des Affaires Etrangères", 22 avril 1954 [AMAE 4400 / 15].

⁷⁴ Cf. "Rapport annuel de l'Ambassade espagnole", année 1949, 22.

⁷⁵ Cf. Araquistain, Luis, *Pensamiento español contemporáneo*. Buenos Aires, Losada, 1962, 151.